

NY OLONA HOATRA NY VATO LAVA SORONA, KA IZAY AMEFRAHANA AZY MARINA AVOKOA¹

Jacques LOMBARD
IRD

J'ai toujours en tête les images douloureuses de l'enterrement de Gérard Althabe dont je garde aussi le souvenir en référence à un rituel de secondes funérailles sur lequel nous avions développé une recherche avec Michèle Fiéloux, il y a quelques années, en pays lobi. Comme souvent maintenant, une certaine familiarité avec les idées concernant la mort, le travail, l'amour, le rêve, l'objet..., empruntées aux différentes sociétés où nous avons vécu et travaillé nous sont d'un grand secours pour observer et comprendre ce qui peut se passer chez nous.

Après la disparition d'Althabe et de la même manière que lors d'un *bobbur*, il s'agit pour chacun des membres de la communauté à laquelle il appartenait de participer à la construction de son image d'*ancêtre* à travers des contributions et des témoignages de toute nature aboutissant à une manière de consensus social qui fera d'un collègue et d'un ami, un *ancêtre parfumé, bénéfique, respecté*, reconnu comme un jalon pleinement original, indispensable et nécessaire de la longue chaîne, tel un lignage, des acteurs du savoir, des producteurs de la connaissance mais aussi un témoin de son

¹ *Les justes sont comme la pierre longue des sacrifices, où qu'elle se place, elle déployera toujours son influence.*

Houlder J.A. (R.P. in Oakland), 1960. *Proverbes malgaches*. Tananarive, Imprimerie luthérienne.

époque, exigeant, libre d'esprit et chaleureux dans un champ partagé d'expériences sociales et humaines.

De cette manière, beaucoup d'apports essentiels sont déjà acquis et je n'ai pas l'intention de participer ici à la *fixation* d'une généalogie mais seulement d'évoquer brièvement une période particulière, à Madagascar, à la fin des années soixante pour tenter d'apporter un éclairage supplémentaire non pas seulement sur le travail mais aussi sur la personne de Gérard Althabe tant il est impossible de séparer l'un et l'autre.

Nous sommes juste après les événements de 68, deux ans avant la conférence des Non-Alignés à Alger, dans un moment aigu de la confrontation Est-Ouest qui se manifeste en particulier par la radicalisation des mouvements nationalistes et anti-impérialistes dans les pays du Sud. La *triContinentale* initiée dans l'enthousiasme par Fidel Castro bat le rappel de ces différents mouvements. Dans le monde occidental, beaucoup sont persuadés alors que la transformation du vieux monde naîtra du développement et de l'harmonisation des luttes sociales et politiques engagées dans les pays dits du tiers-monde.

Madagascar qui venait d'accéder à l'indépendance depuis moins de dix ans fonctionnait sous ce qu'il était convenu d'appeler un *régime néocolonial* où les décisions essentielles en matière de relations extérieures, d'emprunt, de monnaie, d'équipement, de développement industriel et agricole, étaient prises par l'ancienne métropole grâce à l'intervention de nombreux conseillers techniques distribués dans l'ensemble des ministères jusqu'au plus haut niveau de l'appareil d'État, la présidence de la République. Dans ce cadre général, la France pilotait à sa guise la recherche scientifique par l'intermédiaire de plusieurs organismes déjà implantés sur place depuis longtemps². La plupart des travaux de recherche était menée par des chercheurs expatriés ressortissants de ces différentes structures et qui poursuivaient là une carrière classique de fonctionnaires ou assimilés, expatriés dans les territoires d'outre-mer. La toute jeune université de Tananarive

² ORSTOM, BRGM, GERDAT, IGN...

accueillait également un grand nombre d'enseignants français dans les disciplines les plus diverses dont certains venaient renforcer le potentiel des chercheurs déjà présents en mettant en œuvre des travaux personnels dirigés par les universités françaises. Il faut bien dire que la formation d'un personnel malgache spécialisé pour la recherche et encore moins la création d'un d'outil malgache spécifique n'était à l'ordre du jour. Il n'existe pas vraiment de partenaires malgaches sinon les *assistants* recrutés³ par les organismes de recherche, placés auprès de ces chercheurs et qui se formaient sur le tas. Leur rôle était stratégique non pas seulement comme interprète (pour un grand nombre de chercheurs) mais aussi et surtout comme *médiateur*, comme aurait dit Gérard Althabe, capable d'introduire l'enquêteur dans les structures communautaires les plus diverses.

La fin de cette décennie et le début des années soixante-dix sont marqués par une effervescence sociale et politique très importante dans la capitale et la plupart des grandes villes qui aboutiront à la chute du régime en 1972. Ces mouvements politiques se rejoignaient tous autour de deux pôles, le refus de la domination politique et économique française qui s'exerçait par l'intermédiaire d'un régime néo-colonial et la volonté affirmée de la moyenne bourgeoisie des Hautes Terres de participer concrètement à la gestion du pays. Rappelons, pour compléter le tableau, que l'administration coloniale, pour asseoir son autorité, s'était ingénierie à créer des divisions sur des bases « ethniques » jouant les Côtes contre les Hautes Terres excluant dans le même temps les éléments les mieux formés et les plus politisés.

Le travail de recherche de Gérard Althabe se développait dans ce cadre, sur cette scène on dirait aujourd'hui, et l'on peut dire qu'il existe une véritable continuité entre cette situation générale et la réflexivité originale et subtile qu'il a su développer à propos de sa pratique de terrain⁴. Pour bien le comprendre, il faut ajouter là une

³ En général au niveau du baccalauréat.

⁴ Dont son livre, *Oppression et libération dans l'imaginaire* est un magnifique exemple.

médiation constamment présente dans la réflexion de G. Althabe à cette époque mais dont pour des raisons évidentes de discrétion, il ne pouvait directement se prévaloir.

Notre ami et trois ou quatre autres chercheurs étaient étroitement associés, par affinité politique mais aussi à travers leurs pratiques de terrain, à un mouvement politique en voie de constitution qui regroupait de nombreux intellectuels malgaches dont beaucoup tournaient leur regard vers l'Est, plus vers la Chine que vers Moscou. Leur préoccupation politique et théorique fondamentale était bien, au niveau national, de trouver le chemin d'un *dépassement des lignages*, d'une *rupture* et d'une *reconstruction des communautés*, d'un effacement des anciens pouvoirs. Leur stratégie politique consistera à investir un mouvement paysan⁵, paradoxalement constitué sur une base lignagère, seul mouvement politique rural présent dans la Grande Île avec même une composante ouvrière et dont ils chercheront à prendre le contrôle pour en faire l'outil d'une mobilisation de masse contre le régime sur une base doublement *anticapitaliste et anti-impérialiste*. Il faut dire et c'est même difficile de l'imaginer aujourd'hui que ce débat politique réunissait, à ce niveau aussi, des acteurs pleinement solidaires, étrangers et malgaches, dans un même projet, autour d'une même idée aussi.

Cette tentative d'approche des logiques profondes de la transformation sociale fait de l'observateur un acteur de cette transformation ou bien alors sa *ruse* est éventée, il voulait vraiment savoir comment faire pour attraper ces gens par la culotte, pour les encadrer, les contrôler et les développer. De plus, ajoutons cela et à la lumière de la pensée althabienne : être ici un acteur de la transformation c'est vouloir s'engager dans un processus de connaissance qui tente de donner sa vraie place aux mouvements sociaux et culturels internes au monde rural malgache. En définitive, c'est considérer que les *objets* de recherche naissent aussi du simple mouvement de la vie sociale et de la volonté de

⁵ Le MONIMA crée en 1958 par Monja Jaona dans le Sud malgache pour appeler à voter non au référendum proposé par le général de Gaulle.

connaissance des conditions de notre implication dans ce même mouvement, dans ce réel et pas seulement du seul arrangement impavide des mots ou de l'énoncé froid des *paradigmes*.

Poursuivi par cette utopie d'imaginer l'IRD comme un véritable outil de coopération scientifique de notre pays avec les pays du Sud et non pas seulement comme un sous-traitant *maltraité* des priorités financières et scientifiques définies par les organisations internationales, j'avais rédigé, il y a quelque temps un petit texte à propos des problèmes posés par la mise en œuvre de certaines formes de coopération scientifique dans le cadre de l'IRD. Ce texte est resté inédit et je voulais le présenter aujourd'hui en modeste hommage à Gérard Althabe car il m'est tout de suite revenu en tête et apparaissait d'une certaine manière comme un rappel de tout ce que je viens d'évoquer.

La subversion spontanée du système occidental de développement

Plutôt que de parler des expériences concrètes de partenariat, en matière de coopération scientifique avec les pays du Sud, telles que nous avons pu les rencontrer les uns et les autres et bien que j'ai été moi-même engagé dans une double aventure de ce type à Madagascar pendant plusieurs années, je voudrais tenter d'introduire quelques éléments de réflexion plus généraux en traitant cette notion à son niveau le plus large, celui de la rencontre entre des cultures différentes, des sociétés différentes, des histoires différentes, et même des visions différentes du futur et donc du développement.

Si bien des points d'entrée sont possibles pour introduire cette question, j'ai choisi de réunir deux notions, celle de la démocratie et celle des savoirs ou mieux de la construction des savoirs, en les situant dans une perspective dynamique : les conditions déterminantes qui accompagnent l'avancement des connaissances.

De cette manière, nous rejoignons ce débat plus général, bien vivant et qui concerne l'idée, à nos yeux toujours relative, de *vérité*, de *vérité scientifique* en nous demandant dans le même temps, quelle part nos partenaires, dans la situation qui est la leur, prennent

à ce débat, s'il les concerne tout autant et s'il s'agit donc en nous situant dans ce champ particulier et stratégique d'une mise au même dénominateur commun de perspectives différenciées.

Pour ma part, je n'en doute pas un seul moment si l'on pose dans le même instant que les hommes sont les vrais créateurs de leur histoire et que toute connaissance procède de son mouvement propre. Nous retrouvons là l'opposition entre l'invention et la découverte, l'opposition entre la part volontaire et déterminée de l'homme et la découverte *émue* de la vérité cachée de Dieu. C'est la naissance, la reconnaissance du politique au sens le plus noble, d'un univers laïc, démocratique autorisant la communication entre les êtres humains, l'émergence de la critique contre la tradition, de la loi contre le divin. L'homme n'est plus seulement désigné par le doigt de Dieu, confiné dans l'écoute de son Créateur mais fort de sa personnalité revendiquée, moderne. Créateur à son tour, de l'œuvre d'art, du roman, des « versets sataniques », de tout ce qui rend possible une connivence élargie contre les récapitulations, contre toutes les tyrannies du discours achevé à travers l'expérience partagée de chaque culture, de chaque humanité, de chaque individualité.

Et comme Mallarmé nous le disait, « tout se résume à l'esthétique et à l'économie politique », à la vie et à la mort, à la flûte du berger, contre la violence sauvage des pilleurs et des violeurs, au poète australien observant une colonne de fourmis dérangées par le bulldozer d'une compagnie minière.

Démocratie

Démocratie parce que le point de vue de l'autre, apporté par l'Autre dans sa *pleine liberté morale, intellectuelle et politique*, est la condition même du débat qui constitue le cadre le plus large de toute activité concrète de coopération scientifique qu'il s'agisse de la gestion du travail quotidien avec les partenaires, de la définition des programmes et des perspectives.

Le principe démocratique qui pose les hommes comme inventeurs de leur société est donc par définition une rupture de la

logique du pouvoir légitime, de la vérité autoritaire et s'appuie sur des utopies nécessaires pour générer ces ruptures, utopies qui portent aussi les idées du développement et rendent possible le dialogue.

On est toujours tenté là d'imaginer quelque chose comme « chercheurs sans frontières » comme si l'évolution des questionnements et des analyses pouvait se faire en dehors des contraintes institutionnelles et politico-économiques et en harmonie avec les chercheurs partenaires pour une meilleure mise en cohérence des problèmes, comme si « la science » pouvait suffire à la réponse !

Que signifie justement l'instauration d'un débat démocratique d'une société à une autre, d'un pays à un autre sinon que toute connaissance est d'abord invention et création du monde à l'envers de l'imposition d'une vérité établie, invention et création contre l'expression abstraite et réductrice du seul rapport de force objectif.

On objectera que l'heure est plutôt à la fermeture qu'à l'ouverture d'un tel dialogue, à la mise en place des machineries identitaires, de ces nouveaux engins « politico-idéologiques » marqueurs de territoires au nom des bonnes vieilles légitimités théologiques. Mais c'est bien parce que les conditions de ce débat n'ont pas été réunies, qu'elles ne sont pas devenues des partenaires réels, mais sont restées les « objets » du regard que ces mêmes sociétés ont reflué dans les pans de l'irrédentisme et, dans certains cas, du terrorisme. Dans bien des sociétés du Sud, la manipulation de la notion de tradition à des fins économiques et idéologiques s'impose de plus en plus comme un outil stratégique dans le débat politique renforcé par ce qu'on pourrait appeler *l'intertextualité des cultures* qui voit la résurgence de toutes sortes de pratiques en fonction des besoins tactiques du moment.

Je pense à cet égard à la réaction de certains intellectuels africains à propos d'une discussion que nous avions sur *l'initiation* qui, à l'évidence, risque de disparaître dans la prochaine décennie comme outil de cohésion sociale. Ils ont refusé de poursuivre l'analyse dans ce sens considérant ce rituel comme la source magique de leur société, le lieu de leur différence et une frontière infranchissable pour tout étranger. Cette référence *identitaire*

fondée sur l'ancestralité, érigée comme un bastion de leur résistance politique, leur interdisait toute avancée critique concernant leur propre société et sa nature profonde. D'autant que l'on peut facilement imaginer que, dans les prochaines décades, la mobilisation endogène, sociale pour le développement économique (question cruciale s'il en est) sera animée par les pratiques religieuses les plus diverses et vraisemblablement sous une forme de plus en plus politique comme on peut déjà le constater avec l'islam mais aussi sous d'autres aspects avec l'hindouisme, les néotraditionalismes et les églises évangéliques protestantes.

Devant le développement dans le cadre du marché mondial, de systèmes financiers et économiques nouveaux, d'entreprises, d'acteurs spécifiques, de réseaux transnationaux qui débordent toutes les frontières et face à l'incapacité grandissante des États-nations d'introduire des mécanismes de régulation adaptés à cette nouvelle donne, il est apparu nécessaire de favoriser une « gouvernance » globale à trois partenaires, la société civile mondiale, les secteurs privés et publics. À mes yeux, ce partenariat tripartite est déjà en place. Ce qui m'intéresse c'est la possibilité du développement du débat démocratique dans la société civile mondiale et donc a fortiori la question de l'injection des connaissances dans le débat social.

L'intelligence de la ruse ou la subversion spontanée du système occidental de développement

Nous sommes bien autour de cette question « le développement transforme-t-il une société au point de la dénaturer ou bien, au contraire, cette société en évoluant bon gré mal gré, ne transforme-t-elle pas elle-même le développement ? » Qu'on le veuille ou pas, toute société c'est-à-dire l'unité politique minimale de tout groupe humain s'exprimera toujours dans sa logique propre révélant ainsi les ressorts de sa dynamique interne. Nous savons que les politiques de développement transmettent par le relais des organisations internationales et le plus souvent des États-nations les contraintes fortes qui naissent de l'expansion du marché mondial mais les projets de développement dans leur immense majorité sont

détournés par une implacable logique sociologique de leurs objectifs de départ ; en quelque sorte, l'histoire prend le pas sur le développement. L'histoire, c'est-à-dire le développement des sociétés dans le mouvement global, complexe et contradictoire de leur maturation et de leur transformation.

Les économistes les plus avertis des problèmes du développement des pays du Sud s'accordent à dire que la réussite des politiques économiques initiées par les États ou par les organisations internationales passe par une « reprise sociale », par la réappropriation locale des contraintes économiques nées de la mondialisation, par l'émergence des initiatives ou des résistances, par la construction, en définitive, d'une mobilisation collective qui seule autorise la permanence d'une stratégie économique, d'un *développement durable*, en garantissant sa cohérence politique et sociale. Comment passer alors d'une modélisation comme outil d'interprétation et d'anticipation des activités économiques à une lecture des déterminations fondamentales qui pèsent si lourdement derrière ces acteurs économiques abstraits repérés pour la clarification du propos ? Comment approcher ce surcroît de complexité indéfiniment rebelle à toute modélisation qui amène justement les « acteurs économiques » souvent là où on ne les attend pas ?

Le mouvement réel, historique des sociétés n'est pas celui qui est inventé par les développeurs dans leurs projets volontaristes. C'est quelque chose d'autre qui en fait ne les intéresse pas, un peu comme le résiduel de leurs modèles. Et pourtant ces sociétés bien vivantes et trop souvent confrontées à leurs inépuisables difficultés, c'est le miel des recherches menées par notre institut, c'est toujours là où nous nous sommes situés, dans la patiente observation de tout un monde en véritable mutation, mutation sociale, économique, morale, culturelle et religieuse. C'est bien là où se situe notre savoir-faire, une connaissance originale, approfondie, dans la longue durée, multidisciplinaire, de la transformation des sociétés du Sud, des innovations et inventions qui leur sont propres. Sociétés qui, par leur évolution particulière, vont peser de plus en plus sur l'avenir du monde. Peut-on imaginer un seul instant que ce pan du

monde devrait rester aveugle ? Ajoutons que si la demande des organisations internationales en matière de recherche pour le développement suscite par sa nature même des réponses positivistes et technicistes, elle induit aussi et de cette manière une césure artificielle entre sciences expérimentales et physiques et sciences sociales c'est-à-dire entre une analyse globale des processus et une approche au coup par coup.

La science

Nous savons tous que la science est bien loin de s'intéresser d'une manière égale à tous les domaines possibles de la connaissance, de couvrir tous les champs de la réalité biologique, physique ou humaine. Ces découpages sont le produit, dans les pays industrialisés, de stratégies complexes et organisées qui combinent différents facteurs comme le niveau de développement économique, les points d'application primordiaux de la recherche militaire, les technologies de pointe et les enjeux financiers qui les accompagnent en particulier au niveau des entreprises multinationales. Cette dynamique économique, financière, technologique et scientifique aboutit donc à la consolidation de pôles ou masses critiques qui coagulent les initiatives, les moyens et les personnels dans un certain nombre de secteurs donnés créant de ce fait un véritable phénomène de mode qui a pour exact résultat de renforcer cette concentration.

Il va de soi que l'ensemble de ces stratégies technologiques et scientifiques pèse très lourd dans la définition des politiques de coopération scientifique en particulier au niveau de leur financement. On peut ainsi considérer que les politiques de partenariat, obéissant par définition à cette redoutable logique, imposent donc dans le cadre de la coopération internationale, notre savoir-faire, nos besoins, notre technologie et nos « raisonnements », aux pays du Sud dont nous savons par ailleurs que la plupart d'entre eux, en raison du service de la dette et de la globalisation des échanges, ne maîtrisent plus leurs économies nationales et bénéficient donc d'une marge de manœuvre très réduite en matière de stratégie

économique et a fortiori pour la définition d'une politique nationale de recherche scientifique.

Les découpages disciplinaires, la construction des objets scientifiques sont à comprendre dans cette même logique et leur nécessité est d'abord fonction de la nature du débat démocratique qui s'est développé en Europe et qui a favorisé la naissance de théories générales dont sont issues par ailleurs les théories du développement qui pèsent sur les pays du Sud. On ne peut sûrement pas dire que ces réflexions soient nées d'un débat démocratique avec les sociétés du Sud qui subissent les conséquences redoutables de la globalisation en particulier en termes d'inégalités socioéconomiques, sans pouvoir faire entendre leur voix.

Les nouveaux objets indispensables à l'avancement de la réflexion, les théories du développement doivent naître d'un débat et d'un débat démocratique sous les formes les plus diverses, à l'intérieur de cette société civile mondiale pour favoriser à la base, dans la pratique elle-même, sociale et scientifique, la mise en œuvre de projets communs.

Violence symbolique et partenariat

La recherche universitaire engage la question, fondamentale pour tout chercheur, de la liberté critique, de la liberté de penser, à savoir que toute recherche ne peut progresser normalement que si elle répond à ses propres règles mais aussi que la nécessité d'une recherche peut naître du seul développement de la recherche, c'est-à-dire que la recherche peut induire dans son propre cours des objets purement théoriques et qui sont seulement intellectuellement nécessaires. Tout cela semble nous mener assez loin des recherches sur et pour le développement dont on imagine qu'elles sont fortement déterminées par des objectifs pragmatiques définis à travers la demande des États. Les ministères, les décideurs font appel à des spécialistes, des partenaires pour résoudre des problèmes concrets de développement économique, mais fréquemment ces questions très empiriques induisent des analyses plus larges qui ouvrent sur les effets souvent néfastes des politiques

mondiales ou bien sur la corruption, sur l'État et ses appareils, sur la violence, la misère, ce qui nous ramène au débat général.

En fait, l'expression de « violence symbolique » emprunté à P. Bourdieu me semble parfaitement convenir ici. Au-delà du *moralisme de la neutralité* revendiquée un moment par ce même auteur, la question reste posée de l'introduction des éléments d'analyse qui aideront justement à réfléchir sur les formes les plus achevées de l'intériorisation de la domination et sur l'interprétation a contrario des racines culturelles, religieuses et morales du terrorisme. À cet égard, certaines théories sur la primauté du discours de l'autre (étique-émique) ne valent que si ce discours naît dans un cadre réellement démocratique ; s'il est donc pleinement libre de lui-même et pleinement libre de ses effets, s'il manifeste ainsi l'indépendance du sujet et l'exercice le plus large, intellectuel s'entend, de sa liberté critique. Dans le cas contraire, c'est bien toujours le discours dominant qui pose à sa convenance le discours dominé. En ce sens ce n'est pas un hasard si l'on constate que la recherche en sciences sociales dans les pays du Sud est une formation pour les cadres politiques du moins pour certains d'entre eux car elle ouvre sur l'apprentissage de la démocratie, par une réflexion sur le pouvoir et sur sa nature véritable. Cette revendication d'une liberté morale et intellectuelle qui est au cœur, à l'évidence, de toute démarche de recherche, de réflexion, d'intelligence et qui, le plus souvent est encore à gagner, à construire dans bien des pays du Sud, me semble être la préoccupation fondamentale de nos partenaires plus encore que toutes les difficultés matérielles et financières qu'ils peuvent rencontrer dans leur travail et dans leurs projets.

La question du passage de l'empirique au théorique ou du moins à des questions d'ordre plus général nous amène à cette difficile question du problème de la transformation théorique de l'énorme savoir-faire de l'institut. Toute recherche sur le développement, toute accumulation de connaissances sur les problèmes du développement doit s'accompagner d'une réflexion épistémologique dans le champ des sciences sociales autour de notions transversales comme le travail, le temps, la motivation, le plaisir,

l'argent, les besoins, le malheur, le futur, l'apprentissage, etc., au cœur du quotidien de chaque société. Ainsi, le religieux peut apparaître comme une véritable fenêtre ouverte sur les sociétés du Sud qui doit nous permettre de penser leurs évolutions, peut-être également de les anticiper mais aussi, en retour, d'introduire à un niveau plus théorique une réflexion originale sur la pratique du religieux dans les pays du Nord par l'ouverture de nouveaux concepts dégagés dans notre pratique de recherche et non pas seulement de conforter des points de vue déjà acquis dans une construction théorique.

Une œuvre d'art dans une autre culture est une fiction du réel qui nous transmet une émotion et une représentation dont nous devons apprendre aussi comment elle va enrichir notre réalité et nous permettre de l'approfondir. Je me suis souvent demandé à ce propos si la roue spatiale de Stanley Kubrick dans son *2001, l'Odyssée de l'espace* filant au milieu des étoiles au son du *Beau Danube bleu* pouvait être une image universelle.

* * *

Lombard Jacques (2005)

Ny olona hoatra ny vato lava sorona, ka izay
amefrahana azy marina avokoa

In : Bazin L. (ed.), Hernandez Valeria (ed.), Hours
Bernard (ed.), Selim Monique (ed.). Gérard Althabe

Journal des Anthropologues, (102-103), p. 227-239

ISSN 1156-0428.